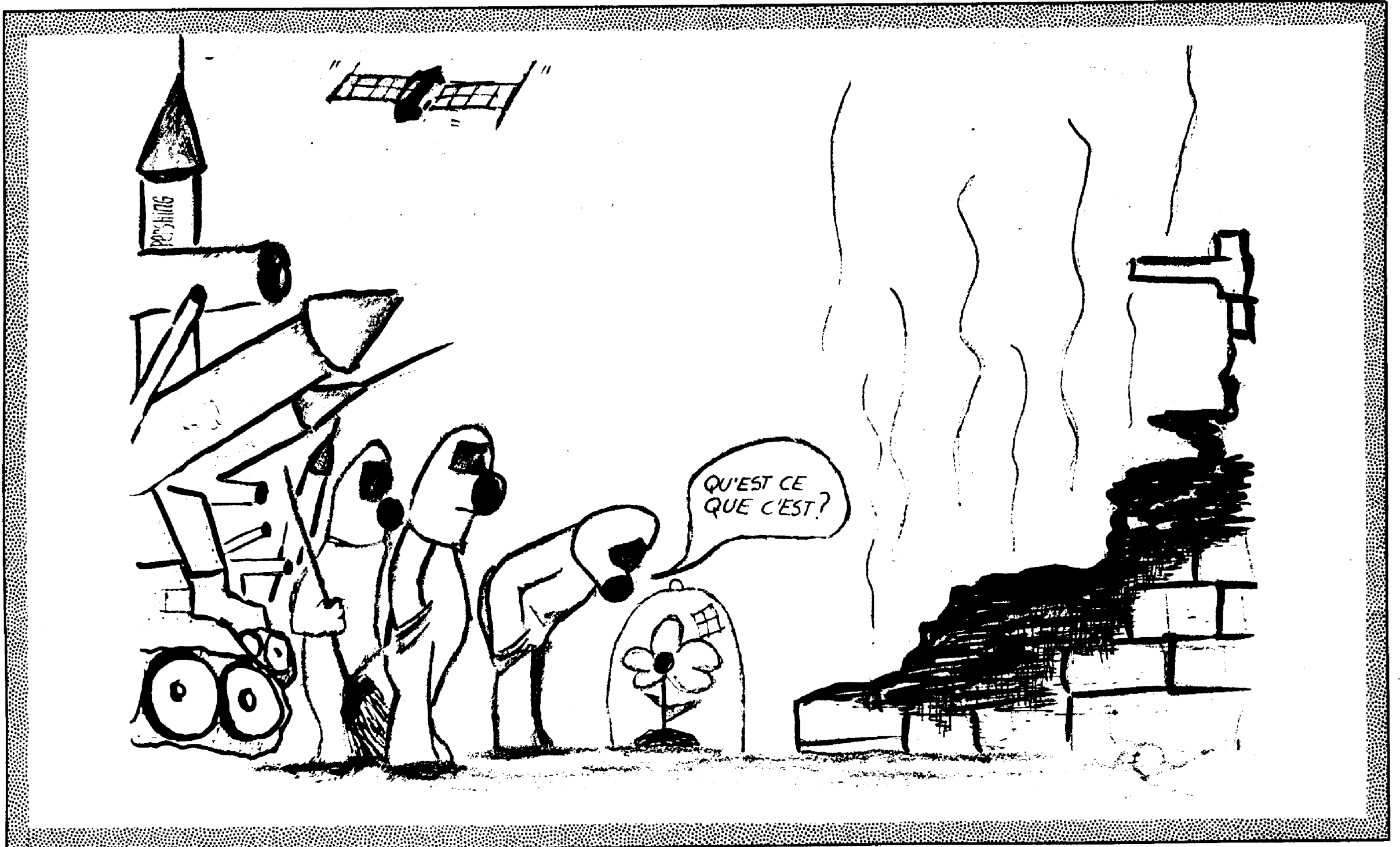


SUPPLEMENT DES ARMEMENT

# ALTERNATIVE-PAIX

réalisé par la Coalition québécoise étudiante  
pour le désarmement (COQED)



La COQED s'est formée il y a un an pour répondre à un besoin; celui de regrouper la population étudiante autour de la question du désarmement.

Maintenant, il est plus que temps de jeter un coup d'oeil sur nos orientations ou plus précisément se poser la question, est-ce qu'une coalition étudiante pour la paix et le désarmement est un rêve? Pourtant, depuis le colloque de formation les 12-13 mars 1983 où s'était manifestée une volonté réelle de former une telle coalition au niveau national, des étudiants ont reformulé cette même volonté lors du colloque de la COQED les 1 et 2 octobre 1983. Mais à partir de comités de coordination (coco) régionaux où les groupes de désarmement des différents collèges et universités ainsi que toutes personnes intéressées pourraient travailler ensemble à la coordination de conférences, ateliers, projets d'ordres régionaux, nationaux, et/ou locaux si désiré par les groupes concernés, parce que les décisions doivent être prises à leur niveau et non celui du coco. Nous avons aussi voté pour des projets plus ou moins réalisables à partir de l'énergie des participants présents au coco lors du colloque, mais tous comptaient sur une "participation active" de la part des groupes locaux déjà existants et à venir.

Au moment d'écrire ces lignes, nous avons peu progressé depuis octobre dernier. Au niveau du coco nous avons eu à faire face à un problème de "participation passive" des groupes locaux. Nous recevons peu ou pas de nouvelles tant sur le point des différents projets à l'

ordre du jour des groupes qu'au niveau de leur présence aux réunions du coco. Nous nous étions entendus pour fonctionner à partir de la présence de représentants (ou délégués) des groupes pour rediffuser l'information et les projets recueillis aux réunions à leurs groupes respectifs, parce que, comme nous l'avons dit, c'est là que sont prises les initiatives.

Nous sommes présentement une dizaine d'individus (quelques-uns sont reliés à des groupes) au coco pour essayer de rencontrer les objectifs fixés lors des deux colloques, mais nous ne pouvons tout faire seuls. Voici où nous en sommes rendus. Nous venons de terminer un dépliant sur la COQED, des militants travaillent sur les référendums contre la recherche et le recrutement militaire sur les campus (voir articles p.2), nous venons aussi de terminer ce supplément qui, nous l'espérons, comblera un vide. Mais il y a tant à faire encore. Nous devons nous pencher sur le genre de projets qui sont à présenter aux groupes sur la façon de faire une école pour la paix, sur la sensibilisation de la pluralité étudiante à ce problème, sur l'établissement d'une bonne communication entre les groupes.

Mais, encore une fois, sans participation active de la part des groupes et des individus, rien n'est possible. Cette volonté qui s'est manifestée pour la première fois au mois de mars '83 n'est pas morte. Nous avons été contactés par des étudiants et des groupes tant à l'intérieur de la CUM qu'à l'extérieur, mais sans votre participation nous

n'aboutirons jamais à réaliser la formation d'un réseau de groupes étudiants pour le désarmement et la paix au Québec. Alors communiquez avec nous et impliquez-vous dans la COQED.

Claude et John pour le coco.

**NB:** Une réunion spéciale du coco est prévue le 11 mars à 19:30 heures à notre local. Les sujets à l'ordre du jour sont: compte-rendu des différents groupes, définition du rôle du coco, formation des comités de travail.

Ce supplément sur le désarmement a été réalisé par la coalition québécoise étudiante pour le désarmement (COQED).

le québec ETUDIANT est le journal officiel de l'Association Nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEQ). Distribué dans les institutions d'enseignement post-secondaires où l'association étudiante est membre de l'ANEQ — de même que dans un certain nombre d'autres institutions —, ce numéro du q.E. (le volume 7, numéro 7) a été tiré à 40,000 exemplaires.

Typographie: L'Atelier Centre Ville et amis-es.  
Impression: Imprimerie Le Bonfon-La Frontière.  
le québec ETUDIANT est un membre fondateur de la Presse étudiante du Québec (PEQ).  
Publicité: PUBLI-PEQ, (514) 845-5767.  
Bureau de rédaction: 1460, rue Amherst, Montréal, H2L 3L3. (514) 849-1851.

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec et à la Bibliothèque Nationale du Canada (ISSN-705-3096).



# ARRÊTONS LA RECHERCHE MILITAIRE DA

## Une campagne bien amorcée

Vers la fin des années '60, une recherche fut poursuivie par un professeur de l'Université McGill, dont le but était de trouver un agent chimique pouvant accélérer l'absorption de lotion par la peau. Il découvrit plus tard que les résultats de ses recherches étaient utilisés par le Département Américain de la Défense à l'intérieur de son programme de guerre.

Toutes recherches militaires n'apparaissent pas immorales comme l'exemple mentionné ci-haut. Mais peut-on établir une distinction entre la recherche militaire semblant être inoffensive et celle qui est manifestement de nature offensive? On doit garder à l'esprit que le domaine de la recherche militaire, prise dans son ensemble, sert de point de départ à la construction d'une vaste "machine militaro-industrielle".

A plus grande échelle, cette industrie, constamment dans un processus d'innovation, évolue à l'intérieur même d'une entité encore plus considérable et gaspilleuse.

On doit aussi présumer que la recherche commanditée par le département de la Défense nationale implique l'utilité militaire. Si on met de côté cette supposition, on court le risque de s'égarer du but premier de l'université qui est de travailler à l'amélioration de la condition humaine.

L'importance de cette question fut reconnue à la conférence de la COQED en octobre. Il avait été alors

décidé que la COQED organiserait la tenue d'un référendum dans les collèges et universités dans le but d'arrêter toute complicité de ces institutions dans la course aux armements.

Au printemps de 1984, les universités Concordia et McGill tiendront ce référendum suivies l'an prochain par l'université Laval.

Chaque université donnera à ce projet la forme convenant le mieux à sa situation particulière. A McGill, par exemple, un comité d'inspection à la recherche ("ethics committee") est déjà en place. Une des choses qui sera demandée lors du référendum est l'élargissement du mandat de ce comité pour lui permettre de se prononcer sur les nouvelles recherches.

La façon dont les étudiant-e-s de McGill traitent le problème est le résultat d'une leçon apprise à la suite du référendum de l'an passé qui déclarait l'université McGill "zone libre de toute recherche militaire nucléaire". Les étudiants et étudiantes de McGill avaient gagné le référendum mais rien ne fut fait pour mettre en oeuvre cette décision.

A l'université Concordia, où un référendum se tiendra en mars prochain, les choses sont un peu différentes. Le comité d'inspection existant à cette université a une portée et un pouvoir limités. L'administration a, en ce moment, peu d'intérêts à s'engager dans une telle démarche.

Les étudiants et étudiantes de Concordia auront à se prononcer les 6, 7 et 8 mars pour faire reconnaître leur université "zone libre de toute recherche militaires nucléaires"; état dans lequel toutes recherches ou tout recrutement servant à des fins militaires seraient refusés. Si le mandat est donné, l'association des étudiants-es se verrait dans l'obligation de faire pression auprès de l'administration en faveur de ces nouvelles conditions comme faisant partie intégrale des politiques de l'université. Sans le moindre doute, ceci est un processus à long terme. Il est encore trop tôt pour avancer que les campus démilitarisés puissent devenir la vague du futur. Toutefois, le fait que les étudiantes et étudiants de l'université de la Colombie-Britannique aient voté, le 27 janvier dernier, en faveur de l'arrêt de toute implication de leur institut dans le développement d'armes chimiques, biologiques, nucléaires et spatiales est un bon présage.

John Kinloch (Université Concordia)

## UN CANADA MILITAIRE

accepté les essais des missiles Cruise; Pearson, l'installation de 55 missiles nucléaires Gemini en 1963 (voir l'article sur Bagotville). Cet accord fut même le thème central de sa campagne électorale, qui le fit élire à l'époque contre les conservateurs de Diefenbaker.

La participation canadienne à la militarisation ne s'arrête pas là. En effet, le complexe militaro-industriel canadien est solide, bien intégré à celui des USA et jouit d'un support gouvernemental non-négligeable.

### Made in Canada

D'abord, le Canada est le 9<sup>e</sup> exportateur d'armes neuves au monde. En 1982, son chiffre d'affaires dans le domaine était évalué à \$429 millions de dollars. Les Etats-Unis comptent d'ailleurs pour près de 60% de ces ventes. Viennent ensuite la Hollande, la Zambie, le Kenya, la Tanzanie, le Brésil et la Guyane. De plus, per capita, le Canada exporte davantage d'armes que les Etats-Unis (\$18/habitant canadien comparativement à \$12.50/habitant américain de 1960 à 1979).

Les industriels sont bien aidés pour ce commerce. Celui-ci est régi par la Corporation commerciale canadienne, une compagnie de la Couronne peu connue. Cette agence d'exportation relève du ministère de l'Industrie et du Commerce et est responsable des transactions avec les autres gouvernements. Elle ne verse aucune subvention directe et ne perçoit pas de commissions chez les industriels, ni chez ses clients gouvernementaux.

D'autres "petits" services sont offerts à nos producteurs militaires. En plus d'une publication annuelle d'une évaluation des besoins militaires de 75 pays, il distribue, à l'intention des clients cette fois, le **Canadian Defence Products Guide** et le **Canadian NBC Equipment (Nuclear, Biological and Chemical)**. Ce sont "simplement" des catalogues en couleur des produits militaires canadiens accessibles et des services offerts par la Corporation commerciale canadienne aux acheteurs étrangers. S'ajoute à cela une brochure de 30 pages, à l'intention des industries, expliquant toutes les subtilités et les possibilités d'entente canado-américaines sur le partage de la production de défense.

### Bons comptes, bons amis.

Cette bonne entente entre le Canada et les Etats-Unis date de 1959. Depuis ce temps existe entre les deux pays une zone de libre-

En 1957, Lester B. Pearson recevait son prix Nobel de la paix alors qu'il était ministre des Affaires extérieures. En 1983, c'est au tour de Trudeau d'entreprendre sa croisade. Ces entreprises nourrissent parfaitement la fibre de la fierté canadienne. «Notre pays est pacifiste».

Pourtant sous cette couverture de relations publiques, Trudeau a

## \$5 millions aux études militaires

Le ministre de la Défense nationale a versé, en 1983, près de cinq millions de dollars aux universités canadiennes pour des contrats de recherche. De ce montant, les universités québécoises sont allées dénicher près de \$500 000.

Ces chiffres sont publiés dans le Bulletin de recherche et développement du ministère des Approvisionnement et services. Les personnes intéressées peuvent s'y abonner gratuitement(1). A tous les mois, on y étale les contrats de recherche attribués par chacun des ministères et organismes fédéraux. Le montant de la subvention est indiqué de même que le nom du chercheur bénéficiaire et son sujet de recherche.

Mais n'en déplaise à ceux et celles qui comptent y retrouver la preuve de la complicité de leur institution dans la course aux armements, les résultats de ces recherches sont publics et incidemment, ne sont pas utilisables, à première vue, pour des fins offensives (ça serait trop facile pour quelconque puissance étrangère de chiper les découvertes déter-

minantes). Pour bien comprendre l'intérêt des militaires sur, par exemple, la "biopathologie des entérotoxines de staphyloques" ou sur le "devenir de certains produits chimiques chez le rat, le chien et le porc", il faut remonter vers les hautes sphères militaires(2) ou encore le demander, tout naïvement, au chercheur bénéficiaire dont vous aurez noté le nom dans le *Bulletin R & D*.

D'autre part, dans la majorité des maisons d'enseignements, on publie la liste des contrats de recherche. L'intérêt de cette lecture est qu'elle permet de retracer les sous-contrats à saveur militaire en provenance de Etats-Unis (...) ou du secteur privé. A cet effet, il faut noter que la très grande majorité des contrats de recherche du MDN (soit \$16 millions de dollars au total pour 1983) vont au privé. On compte, parmi ces compagnies, Bombardier, Spar Aérospace à Ste-Anne de Bellevue, Canadair, Les systèmes Ballistech à St. Bruno.

L'attrait pour les compagnies privées et les militaires des chercheurs universitaires est que ceux-

### Les principales universités bénéficiaires de subventions du ministère de la Défense nationale en 1983.

1	Université de l'Alberta	\$808 000 (en cinq contrats)
2	Université d'Ottawa	\$558 000 (en cinq contrats)
3	Université Queens	\$446 000 (en deux contrats)
4	Université de Toronto	\$418 000 (en sept contrats)
5	Université Laval	\$269 000 (en un contrat)
6	Université Carleton	\$267 000 (en huit contrats)
10	Université de Colombie-Brit.	\$162 000 (en trois contrats)
14	Université du Québec	\$98 500 (en un contrat)
15	Université McGill	\$94 000 (en deux contrats)
20	Université Concordia	\$19 400 (en un contrat)
26	Ecole Polytechnique de Montréal	\$11 900 (en un contrat)

ci ne leur coûtent rien. Ces chercheurs sont, de fait, déjà salariés de leur institution et la recherche, sans que ce soit spécifié au service de qui, fait partie de leur définition de tâche. Tant pis pour la morale!

### Coopérative d'information et de recherche en écologie

#### Notes

(1) Adressez vos demandes

d'abonnements à:  
*Bulletin R & D*  
Direction générale des services scientifiques et professionnels  
Approvisionnement et services Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

(2) Bureau de recherche et développement  
Quartier général de la Défense nationale  
101, promenade du Colonel By  
Ottawa, (Ontario)  
K1A 0K2



# NS NOS ECOLES

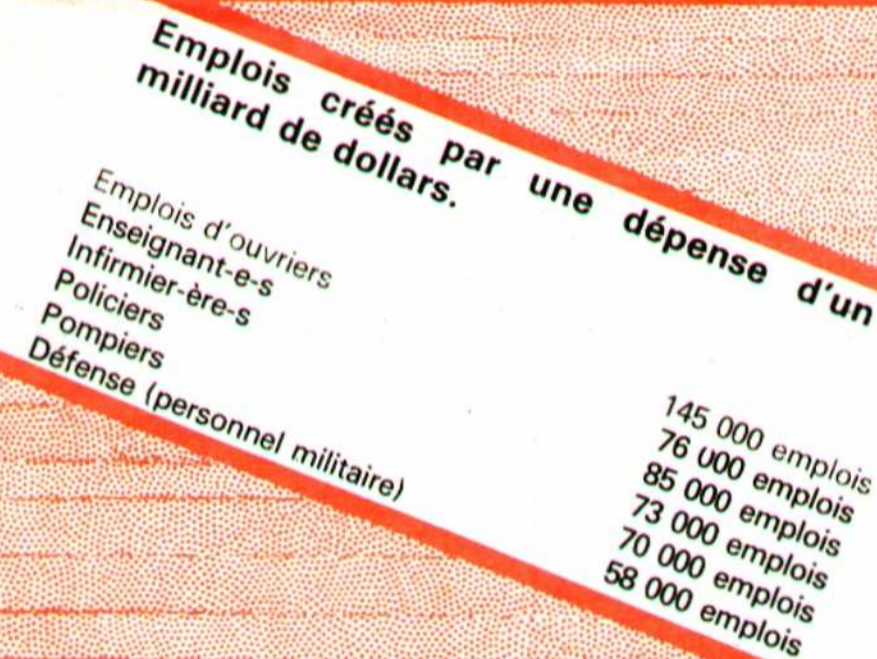
**Bénéficiaires québécois les plus importants d'aide à la recherche militaire du gouvernement fédéral.**

Pratt and Whitney	\$109 millions
Canadair	\$33 millions
CAE Electronics et CAE Industries	\$22 millions
Marconi	\$21 millions
RCA & EPAR	79 millions
Canadian Technical Industries	\$9 millions
(Space Research, Valleyfield Chemical Product, Shefford Electronics)	
Et: Aviation Electric, Davie Shipbuilding, Marine Industries, Menasco, Mitel et Velan...	

(Source: *La militarisation dans le monde*, AQOCI, 1980)

échange quant au commerce des armes. C'est le fameux **Defence Production Sharing Agreement (DPSA)**. Selon cet accord, chaque firme qui produit de l'armement est considérée sur un pied d'égalité avec les autres firmes sur tout le territoire nord-américain. Et il n'y a pas de frais de douane, ni besoin de permis d'exportation ou d'importation. Ce n'est pas tout. En 1963, cette fois sous Pearson, cet accord s'étendait à la recherche militaire. Les compagnies canadiennes ont depuis accès au savoir technologique des Américains ainsi qu'à

En 81-82, il a raflé six milliards de dollars au budget de fonctionnement interne, soit 26 pour cent. Soulignons que le 31% de la rémunération de la fonction publique fédérale va aux Forces armées. Cette rémunération a augmenté de 30% depuis les deux dernières années, même si les effectifs sont presque gelés (comparativement au 6 et 5% pour les autres ministères pour la même période). Et la note ne va pas s'alléger puisque les Forces armées doivent augmenter leurs effectifs de 10% afin de respecter les accords de l'OTAN.



des informations militaires stratégiques et confidentielles. Le marché ainsi ouvert aux firmes canadiennes était évalué à 10 milliards de dollars US en 1978.

Mais depuis le DPSA, l'industrie militaire canadienne est devenue surtout une sous-traitance du géant américain.

Un autre programme vise les industries: le DIP, le programme de productivité des industries de défense. En 1982, 53% des sommes allouées allaient à des industries installées au Québec, dont plusieurs sont des filiales de compagnies américaines. La recherche militaire industrielle aussi est bien servie. En effet, depuis 10 ans, elle accapare 61% des subventions fédérales à la recherche industrielle (voir l'encadré).

De plus, la Défense nationale est le ministère le plus coûteux au pays.

## Et l'économie?

Les tableaux un et deux nous font constater que ce genre de dépenses ne nous avantage pas. Il profite plutôt à un système économique malade tourné vers la productivité économique et non sociale. On peut donc remettre en cause le discours économique qui justifie le développement militaire. Afin d'approfondir cette question, nous vous présenterons un texte sur le sujet dans le prochain numéro.

**Texte: Manon Cornellier  
Recherche: Manon Cornellier,  
Maryse Domingue et Alain Gagnon.**

*Marion Anderson, The Empty Pork Barrel: Unemployment and the Pentagon Budget, v.f. in Réduction des dépenses militaires et relance de l'emploi, éd. MIR-IRG/Reconversion, Belgique, pp. 6-7.*

## Bagotville: pas de champ de tir, ni ici, ni ailleurs

Voulez-vous savoir à quoi ressemblent des missiles nucléaires? Ce souhait pourrait être facilement comblé puisque nous en avons chez nous, à Bagotville. Donc, pas nécessaire de se rendre en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Belgique, aux Etats-Unis ou en Union soviétique... Mais faites vite! Ils ne seront plus là pour longtemps. Comment sont-ils arrivés là? Au début des années soixante, le premier ministre Lester B. Pearson, que Trudeau qualifiera de «défroqué de la paix», autorisait le gouvernement américain à venir installer 55 missiles nucléaires «Génies» au Canada. Chacun a une puissance équivalente à treize fois la bombe d'Hiroshima. Dix-huit de ces engins sont à la base militaire de Bagotville. Le 22 septembre dernier, le ministre de la Défense, M. Blais, déclarait à des journalistes qu'en vertu des règlements de NORAD (pacte de protection mutuelle entre les pays de l'Atlantique), ces missiles sont sous contrôle américain. Soulignons en passant que les Cruise et les Pershing II, actuellement déployés en Europe, sont aussi sous leur contrôle.

Progressivement, «nos» missiles Génie seront retirés à mesure que les chasseurs CF 101 Voodoos, adaptés à leur transport, seront remplacés par les chasseurs F-18, qui s'annoncent en ce début de 1984. Déjà la construction de leur hangar, au coût de \$37 millions de dollars, a été entreprise. En plus d'être à Bagotville, ces chasseurs au coût de 40 millions de dollars l'unité, seront aussi postés à Cold Lake, en Alberta (là où seront testés les Cruise) et en Allemagne. Selon le ministre Blais, cet aéronavale multiple rôles, ne doit pas être adapté au transport d'ogives nucléaires. Tentative pour minimiser l'importance de cette acquisition auprès de la population, alors qu'elle s'inscrit bien dans l'escalade du militarisme: cancer dont notre pays n'est pas exempt. Dans le même sens, en juin dernier, le ministre Lamontagne affirmait que le Cruise n'était «qu'un banal petit avion de plaisance».

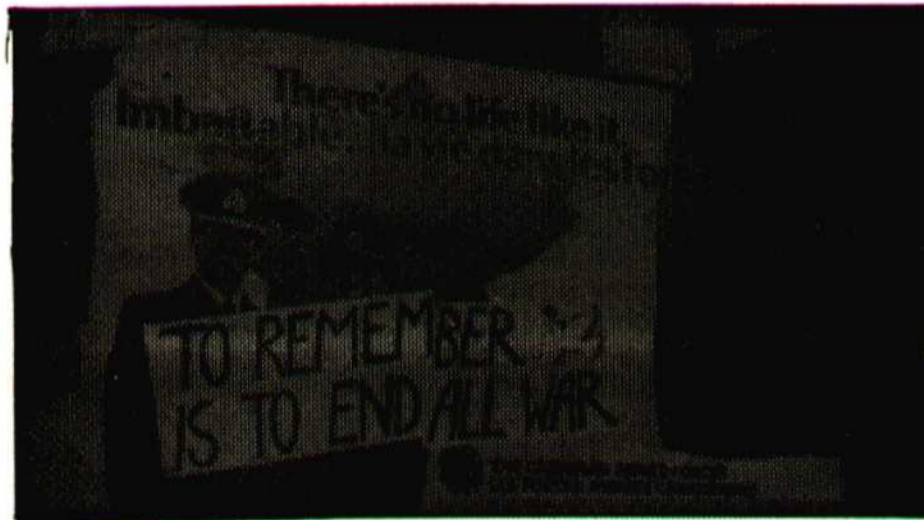
Ces chasseurs F-18 doivent se pratiquer au tir à canon 20 mm, au tir de rockets et au largage de bombes d'environ 225 kg. Pour se pratiquer à leur petite guerre, il leur faut un champ de tir, près de la base de Bagotville. Sinon, ils devraient se rendre à Chatam au Nouveau-Brunswick. Le commandant actuel de la base affirme que c'est loin (725 km) et qu'ainsi ça coûte cher de carburant, payé avec nos taxes! Ce champ de tir soulève beaucoup de questions. En principe, il sert au combat aérien simulé alors que les F-18 volent à basse altitude. Lui donnerait-on des rôles qui ne sont pas avoués? Les desseins de notre Défense nationale sont bien impénétrables. Mystères et secrets que les citoyens ne doi-

vent accepter sous le fallacieux prétexte de la «sécurité nationale». Selon le commandant de la base, le colonel Bertrand, des avions militaires américains viendront s'y pratiquer occasionnellement, en plus des F-18, et ceci dans le cadre de la politique de coopération qui existe entre le Canada et les Etats-Unis.

Depuis des mois, nos deux paliers de gouvernement négocient un terrain pour ce champ de tir aérien. L'an dernier, la Défense nationale avait fixé son choix sur un territoire situé entre les deux municipalités de l'Ascension et de Notre-Dame-du-Rosaire au Lac St-Jean, sur la rive nord de la rivière Péribonka, sur une surface

Nouveau-Brunswick, elle, veut bien l'accueillir», affirmait Lamontagne. «L'opposition de la population, de dire le colonel Bertrand, résulte de sa mauvaise information. Rassurez-vous, la population civile ne craint rien!»

La population, inquiète, n'est pas dupe. Depuis un an, une vaste campagne d'opposition, très bien structurée, s'est mise sur pied et continue. Y participent plusieurs groupes, dont le Conseil régional de l'environnement (CRE) qui a souligné l'aspect négatif pour la faune, la flore, la pollution par le bruit. «L'implantation d'un champ de tir ne fait que concrétiser la folie militaire qui s'est emparée du Canada depuis quelques années»,



d'environ 170 km carrés. Vu la résistance de la population, il semblerait qu'elle ait abandonné ce choix et qu'elle cherche un espace plus au nord, dans le domaine public québécois. A un journaliste qui lui demandait si le gouvernement québécois s'opposerait systématiquement aux demandes du ministère de la Défense, Jacques-Yvan Morin répondait: «sauf s'ils trouvent un endroit sécuritaire o il n'y aura pas d'impacts négatifs pour la population civile». Selon la Constitution, à défaut d'entente avec le gouvernement provincial, le fédéral pourrait exproprier le territoire requis.

Pour le premier site convoité, les résidents des deux villages ont appris très tardivement qu'un coin de leur terre risquait d'avoir une telle vocation de pratique à la guerre. Pour les amadouer, ministres, députés fédéraux et autorités de la base ont présenté le projet comme une manne économique pour la région: investissements de millions pour le hangar, aménagement du champ de tir pour un million de dollars, un apport de \$700 000 en taxes pour la ville de La Baie, création de cinq ou six emplois pour garder cette zone strictement interdite. En gros, leur disent-ils: «Participez à notre effort de guerre, ça va vous payer!» Leur ton passe du chantage au paternalisme. Avec adresse, ils manient la carotte et le bâton. «Si les gens du Saguenay/Lac St-Jean ne veulent pas de ce champ de tir, tant pis pour eux! La population du

affirme un de ses représentants. Le regroupement de 23 organismes communautaires d'Alma (ROCCA) dénonce vivement aussi ce projet militariste. Son porte-parole, Marie Couture déclare: «Pas de champ de tir, ni ici ni ailleurs. Le cycle de l'armement est une question de choix économiques, politiques et sociaux. Seule l'action concertée des citoyens et des citoyennes peut amener nos gouvernements à modifier leur politique destructive en choix constructifs pour l'ensemble de la planète.» Un comité d'opposition s'est formé, sous la présidence de Madame Albertine Larouche. Dans les deux villages concernés, une pétition a circulé, démontrant que 75% de la population rejette ce projet. «Ni ici ni ailleurs! Non aux champs de tir. Nous demandons que ces argents soient réinvestis chez nous, dans de vrais programmes de développement (création d'emplois, éducation, santé, services sociaux, tourisme, etc.).» Le 6 novembre dernier, un référendum s'est tenu à Alma, en même temps que les élections municipales. 82% de la population s'est prononcée en faveur du désarmement.

Articulée à la dénonciation du projet, c'est toute une campagne contre les armements qui a été menée, magnifiquement. La majorité de la population a établi les liens; elle a vite réalisé que ces développements militaires, qui se trament sur leurs perrons,

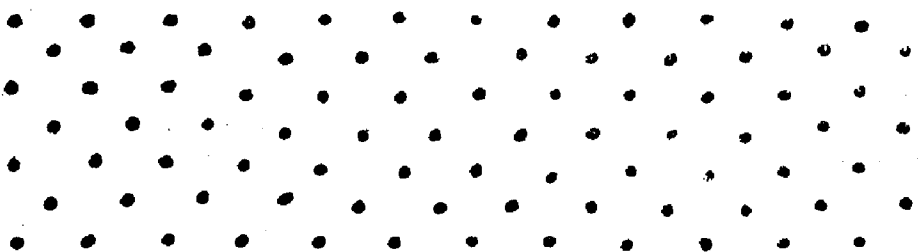
Suite à la page suivante



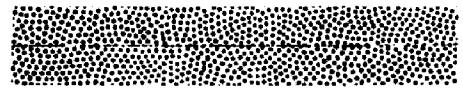
Suite de la page 3

s'inscrivent dans l'ensemble de la course aux armements. Leur lutte rejoint celle de millions d'humain-e-s à travers le monde qui dénoncent cette folie suicidaire. Ensemble, nous devons les appuyer, faire connaître leur lutte et dire avec eux: «ni ici ni ailleurs, ça suffit!».

**Noëlla McNicoll**  
**Groupe Désarmement et Paix - UQAM**  
 Pour plus de renseignements: Comité d'opposition aux champs de tir, 106, rang 7, L'Ascension, Lac St-Jean. P.Q.



# BLOC-NOTES



## L'ECONOMIE DES ARMES

«La guerre est toujours perçue dans sa discontinuité. Or, avec le développement des armes économiques, l'hypothèse de la guerre continue paraît plus vraisemblable dans un monde surarmé. Le conflit armé apparaît comme un moment de crise aiguë dans une situation d'agressivité réciproque constante».

Jacques Fontanelle n'hésite pas, l'économie actuelle et la guerre sont étroitement liées, car les armes ne sont pas que militaires, elles sont aussi alimentaires, monétaires...

«L'économie des armes», petit livre de la collection Repères de Maspéro, s'emploie à le démontrer. Fontanelle explique les bases de l'économie militaire, son étendue et les implications d'un vrai désarmement.

Assez simple, court et intéressant, ce livre a un seul défaut: le ton fastidieux de son premier chapitre. L'auteur y montre la limite des sources d'information disponibles sur les dépenses militaires et explique certains concepts touchant la militarisation. Bien que nécessaire, il est un peu trop prudent, didactique et morne. Mais Fontanelle se rattrape et les trois chapitres suivants valent toute la lecture et la thèse de l'auteur y est bien développée.

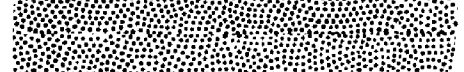
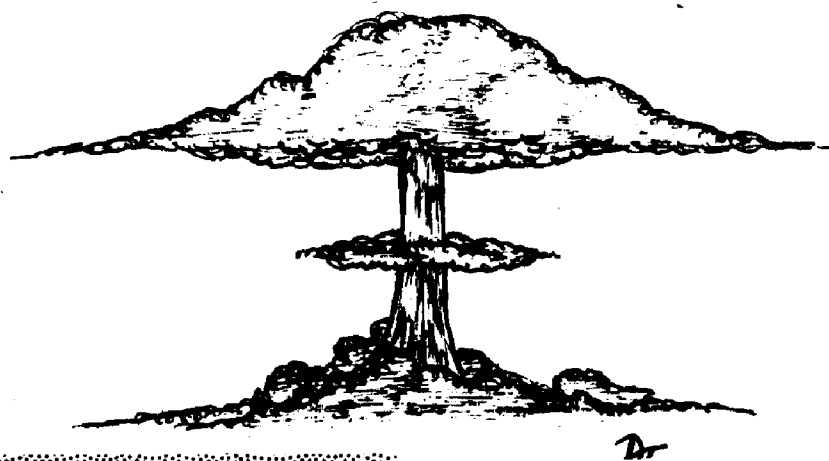
Le désarmement n'est pas simple, car la militarisation a de multiples incidences et accroît la domination des pays du nord sur ceux du sud. De plus, il suggère des idées peu développées dans les groupes pacifistes d'ici, i.e. les trois fronts principaux de guerre économique, qui rejoignent ceux des luttes d'influence: ouest-ouest, est-ouest et nord-sud.

Pour ces raisons, et bien d'autres, le désarmement est, selon lui, lié au développement, mais la complexité de l'économie de guerre oblige à planifier le désarmement. Fontanelle décourage d'ailleurs les raisonnements simplistes et révèle leurs limites. Un changement suscitera des bouleversements positifs, mais aussi douloureux, il ne faut pas se leurrer.

Ce livre est un bon outil de base. Les explications claires, l'abondance de références, les questions suscitées, l'information détaillée sur la militarisation et les aspects économiques de la course aux armements s'ajoutent à une des qualités importantes de ce livre. Il est abordable et facilement disponible.

**Manon Cornellier**

Fontanelle, Jacques. «L'économie des armes», coll. Repères, éd. La découverte/Maspéro, Paris, 1983. 125 pages, \$5.95.



## GEO-POLITIQUE ET STRATEGIE

Si la terre était plate, il n'y aurait eu qu'une possibilité de se représenter le monde. Mais hélas, elle est ronde et chaque coup d'oeil

que l'on y jette est implicitement subjectif.

Ainsi, sur leur carte, les Américains placent l'Amérique au centre; les Européens, l'Europe; les Soviétiques, l'URSS; et les musulmans, le monde islamique. Puis, c'est sur deux dimensions que l'on conçoit la sécurité d'un pays et que l'on y trouve les raisons de se faire la guerre. L'Atlas stratégique (1) publié récemment aux éditions Fayard, épluche et dissèque la planète sous tous les angles de ses conflits et de ses tensions. On y explique, cartes à l'appui (évidemment, puisque c'est un atlas!), pourquoi Hawaï est une position stratégique dans le Pacifique, pourquoi les Malouines le sont dans l'Atlantique et la mer Rouge au Moyen-Orient. Toutefois, on peut dénoter quelques simplifications douteuses. Celle, par exemple, de mettre dans le même sac —étiqueté «pro-soviétique»—,

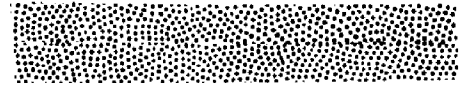
l'Angola, Cuba, le Nicaragua et l'Afghanistan. Celle d'ignorer complètement les antagonismes entre Amérindiens et blancs d'Amérique.

Pour les pacifistes, c'est un outil intéressant et accessible (quoique pas très abordable, compte tenu du prix). On peut y observer comment les politiques militaristes soutiennent l'impérialisme ou colonialisme font changer les frontières. Avec des cartes, rien de plus facile à voir. Aussi, l'Atlas stratégique rappelle les conflits régionaux existants ou potentiels. Pessimisme? Pas du tout, les auteurs Jean-Pierre Rageau, historien, et Gérard

Chaliand, écrivain politique, aident à mettre les points sur le "i" d'une paix trop souvent généraliste et idéaliste.

**Raymond Lemieux**

Chaliand, Gérard et Rageau, Jean-Pierre. Atlas stratégique. Fayard, 224 pages, \$30 env.



## LE DESARMEMENT: LES USINES D'ARMEMENTS AU QUEBEC OU DES EMPLOIS POUR LA PAIX?

Quelles usines font quoi au Québec et où sont-elles? Le Canada, et plus précisément le Québec, sont-ils armés ou ne sont-ils que des fabricants d'armes? Publiée à l'occasion de la journée internationale de la paix (22 octobre 1983), cette brochure répond à ces questions en donnant des exemples, une liste et une carte qui se veut presque complète des usines d'armements au Québec avec quel type d'armes y sont fabriquées. Saviez-vous, par exemple, qu'il y a au moins 48 usines plus ou moins reliées à la fabrication d'armes au Québec, dont 35 sur l'île de Montréal seulement?

En prime, on nous dit comment il serait plus avantageux de faire des «emplois pour la paix» plutôt que des emplois pour la guerre. Par exemple, en 1980, \$1 milliard de dollars créait 76 000 emplois s'il était investi dans le secteur militaire, mais 139 000 s'il était investi dans la santé. Que faire avec les usines lorsque nous ne produisons plus d'armement, les fermer? Non, nous dit le document, «les transformer et les agrandir». Pour appuyer cette déclaration, ce collectif de travail nous propose l'exemple du complexe aérospatial Lucas en Angleterre où les travailleurs et travailleuses ont imaginé plus de 150 produits alternatifs à la production militaire. Il nous donne aussi quelques suggestions pour inverser la situation présente que l'on soit travailleur-se, chômeur-se, étudiant-e. Enfin, un excellent outil de travail et d'information.



*La nuit dernière,  
 Le diable est venu chez nous.  
 Vêtu de son rouge habituel  
 Qui laissait transparaître ses idées belliqueuses.*

*Debout, dans le coin de la pièce ternie,  
 Il essayait de nous dissuader, encore une fois;  
 Ne faisant que nous lancer à l'oreille  
 Ses idées poussièreuses  
 De domination, d'empire et de tyrannie...*

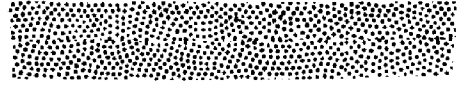
*Mais ses paroles ne nous firent point vibrer,  
 Et les nôtres se mirent à danser  
 Sur des rythmes colorés...*

*Une fois saturé de son incursion inutile,  
 Et s'apercevant de la banalité de sa brutalité,  
 Il repartit, déchu de ses artifices...*

Préparé par le Groupe de travail sur les usines d'armements au Québec, le groupe de recherche la Maîtresse d'Ecole et une dizaine d'autres individus. Financé par la FNEEQ-CSN, la FEC-CEQ, la CSN et 8 communautés de base et groupes militants chrétiens.

Disponible par l'intermédiaire des syndicats de professeurs ou d'employés-es de soutien, ou en communiquant avec la COQED.

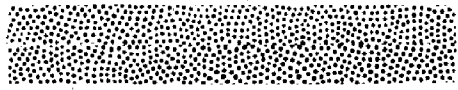
**Claude Bélanger**



## DOCUMENT D'ACCOMPAGNEMENT POUR LES FILMS

L'Office national du Film du Canada (ONF) nous donne un document complet sur les films, documents audio-visuels et littéraires, sujets de recherche ou de discussion. Si vous voulez en savoir plus long sur la course aux armements nucléaires et tout ce qui s'y rapporte, ce document d'accompagnement de films vous dira quoi aller chercher.

Cette brochure est gratuite et on peut se la procurer aux différents bureaux de l'ONF; à Montréal — Complexe Guy Favreau, 200 ouest, boul. Dorchester, Tour est, bureau 102, H2Z 1X4. Au téléphone: (514) 283-4823.



Lisez  
 et faites lire  
 le québec  
 ETUDIANT

*Il est conseillé de communiquer avec nous par courrier étant donné que la COQED a dû déménager ses bureaux à l'UQAM et que nous n'avons pas encore de numéro de téléphone.  
 COQED, a/s Groupe pour le désarmement et la paix - UQAM, local T-2010, C.P. 8888, Succ. A, Montréal, Québec, H3C 3P8.*